

Le vrai prolongement du succès

C'est n'est que dans les bureaux de vote que s'est exprimé en décembre le refus du gaullisme. Le véritable affrontement de classes, celui qui se fait par la grève ou la manifestation de rue, celui-là est encore à préparer. Or, de beaux mirages ont été évoqués au cours de la campagne électorale ; les voix ouvrières représentent une force et le mythe du gaullisme sauveur s'est effondré : est-ce que la conjonction de ces éléments ne constitue pas la condition d'un redémarrage des luttes ? Si, bien sûr ; et chez les travailleurs on espère bien aujourd'hui que la leçon que vient de recevoir de Gaulle va le contraindre à lâcher quelque chose.

Et s'il ne lâche rien, il y aura des grèves ; mais on ne peut pas dire qu'il y aura fatalement des victoires, car le camouflet au pouvoir n'a pas diminué les forces de l'appareil d'Etat ; les lois et décrets anti-ouvriers sont toujours en vigueur, et l'armée a toujours la possibilité d'investir tel dépôt d'autobus comme ce fut le cas en 1963. De plus, un patronat qui assiste à un lent rapprochement des organisations ouvrières est sur ses gardes. Tout sera mis en œuvre pour briser la moindre résistance et, faut-il le souligner, rien n'a été fait pour élever le niveau de combativité des travailleurs :

la rentrée d'octobre n'a pas eu lieu et le 18 novembre non plus.

Dans ces conditions, pour assurer une ou plusieurs victoires, il faut procéder à une sérieuse révision de la tactique des luttes et à la mise en pratique des belles idées sur l'unité d'action des Centrales. C'est encore, c'est toujours la clé qui permettra d'ouvrir bien des perspectives : **unité d'action des syndicats sur un programme commun de luttes revendicatives.** C'est à partir de là que l'on peut entreprendre une généralisation progressive des luttes par secteur professionnel ou par région. Pour l'instant, il semble que l'on soit plein de bonnes dispositions au niveau des directions : Léon Mauvais et Eugène Descamps se sont rencontrés : ils ont procédé à un échange de vue sur la situation sociale et ont constaté que leur position respective « en matière revendicative et en perspectives d'action sont proches ». Premier pas ? Espérons-le ! Mais ce n'est pas suffisant.

Il devrait, nous semble-t-il, paraître étonnant de voir la facilité avec laquelle les directions syndicales ont su faire l'unité autour du nom de Mitterrand, pour un problème aussi « difficile » que le choix d'un candidat unique au plus haut poste politique du pays, comparée aux difficul-

tés insurmontables qui les empêchent de se mettre d'accord pour des actions communes sur des revendications qui sont les mêmes pour toutes les Centrales. Si au lendemain du grand « succès » de la gauche unie, ces difficultés devaient demeurer, ou plus exactement renaître, comment conclure, sinon à un accord pour ne pas s'entendre ?

On a tant crié « unité » avant le 5 et encore plus entre le 5 et le 19 qu'il serait dommage de s'arrêter là. « Unité d'action » serait un bon prolongement. Et qui peut le plus peut le moins, un programme de revendications communes doit être plus facile à établir qu'un programme de gouvernement.

Le dernier trimestre de 1964 fut riche de promesses : les propositions de Benoît Frachon (septembre et novembre 64) de création de cartels intersyndicaux étaient, et sont encore, valables. Rappelons qu'en octobre 1964 un très bon exemple fut donné d'unité d'action syndicale : à Nantes, les Unions départementales CGT, CFTC et FO avaient procédé à l'élaboration d'un programme revendicatif. « Les UD, tout en considérant indispensable le développement des luttes sur le lieu de travail affirment que l'action doit être portée à un niveau plus élevé pour vaincre la résistance pa-

tronale et gouvernementale. » Au programme revendicatif « propre aux salariés de Loire-Atlantique » on ajoutait le souhait que des « accords créent au plan national et interprofessionnel les conditions d'un vaste mouvement d'ensemble ouvrant la voie au succès ». Aux propositions de Frachon, au programme revendicatif des UD de la Loire-Atlantique, il faut ajouter l'unité d'action qui s'est réalisée lors des grèves aux Ateliers et Chantiers navals, chez Peugeot, chez Berliet et avant chez les mineurs. Tout cela n'est qu'une seule manifestation de la volonté de voir se réaliser l'unité d'action des centrales. Tout est à mettre en œuvre, par des réunions, des résolutions et des luttes pour que les directions entendent l'appel qui vient de la base.

Comme au jeu des échecs, il faut chercher la meilleure continuation ; et au coup du 5 décembre, la meilleure suite c'est de conduire les travailleurs au combat, sur des mots d'ordre précis et unitaires en ouvrant la perspective de victoires, même partielles. Il est certain que les directions syndicales tiennent dans leurs mains les possibilités d'un redémarrage rapide des luttes que le 5 décembre a nettement favorisé. Il s'agit de les pousser en avant.

Antoine VALLON.

APRES LE CONGRES DE LA F.E.N.

Le dernier congrès de la FEN fut bien calme. Il a sans doute connu les traditionnels affrontements réformistes, cégétistes, Ecole émancipée, mais s'il n'y avait pas eu la question des Présidentielles pour mettre un peu d'animation dans les débats, il eut semblé un Congrès pour rien.

Et cependant de graves problèmes se posent actuellement au syndicalisme enseignant. De plus en plus mal à l'aise dans les structures gaullistes, ses habituelles batailles feutrées de plus en plus hors de saison, la direction n'a pas de politique de rechange élaborée. Son opposition constructive lui permettait d'obtenir quelques petits succès sous la IV^e République, succès vite récupérés par le pouvoir, mais qui permettaient à la FEN de conserver sa clientèle en lui donnant l'illusion d'une certaine efficacité.

Aujourd'hui où les couloirs et les antichambres ne sont plus réceptifs, où les sinécures post et péri-scolaires n'ont plus l'autonomie qu'elles avaient avant l'ère du Haut-Commissariat, où les subventions gouvernementales ne monnaient plus que l'allégeance politique inconditionnelle, les réformistes voient toute leur pratique syndicale perdre ses fondements.

Continuant sur la lancée de leurs belles années, ils ont maintenant avec le pouvoir les relations d'opposition constructive qui leur permettaient d'obtenir un certain nombre d'avantages sans trop se lier les mains.

Aujourd'hui cela n'est plus possible, le pouvoir est assez fort pour n'entendre les groupes de pression qui avaient les couloirs relativement franches sous la IV^e que si bon lui semble. Il le fait sentir tout en poursuivant ses tentatives dans la voie d'une intégration plus poussée des forces syndicales.

L'appareil syndical constate de plus en plus nettement qu'il n'obtient rien mais ne peut se résoudre à s'autocritiquer ou pour le moins à remettre en cause son orientation.

La bureaucratie syndicale oscille entre la participation et le refus, consciente que, quelque soit le choix, il faudra trancher et que le choix sera lourd de conséquences.

On ne peut demander à un syndicat d'enseignant d'être le fer de lance de la lutte, sa composition sociale, son histoire, ses traditions ne le permettent pas. Sans doute, dans le cadre de grandes luttes, d'un mouvement ouvrier renouant avec son passé offensif, la FEN serait entraînée dans la lutte de classes. Nous n'en sommes pas encore là aujourd'hui. Le fait qu'elle ait résisté à la scission de 47, qu'elle connaisse une certaine vie démocratique, qu'elle soit la fédération la plus représentative (le plus fort pourcentage de syndicalisation de toutes les professions) lui donnent cependant une certaine audience auprès des autres centrales. Et ce qui se dit et se fait

à la FEN peut avoir un écho, des répercussions ailleurs.

Comment sortir la FEN de l'impasse ? Que proposent les minorités ? La tendance dirigée par les ex-cégétistes est actuellement sur des positions ultra-corporatistes. La grève administrative du secondaire lancée comme un second front par rapport aux actions unitaires du secteur public de décembre-janvier en fut le dernier aboutissement. Elle commença à dégarner le premier front avant d'être bureaucratiquement stoppée (une semaine après que la base ait voté sa continuation) quand l'impasse où elle conduisait (prévisible dès le départ vu la forme de l'action, et malgré la combativité de la base) fut devenue patente. Aucune leçon n'a été véritablement tirée de cette action.

L'autosatisfaction est de règle au sommet. Les réactions de la base furent beaucoup plus violentes ; à l'échelon syndical d'abord (nombre de syndiqués sont éceurés) à l'échelon fédéral ensuite où — les structures de la FEN aidant — les oppositions de catégories sont de plus en plus difficiles à résorber.

La grève catégorielle du secondaire fut dénoncée par le primaire qui défend depuis quelque temps une politique de généralisation des luttes. Mais celui-ci retrouve ses propres intérêts corporatistes quand il s'agit de proclamer que les instituteurs ont vocation d'enseigner de la maternelle à la fin de la seconde, ou de disputer au SNES, le contrôle des CES. Ces batailles de boutiques font évidemment le jeu d'un pouvoir dont toute la tactique vise à diviser toujours plus ceux qui ont fondamentalement les mêmes intérêts. Dans le cadre organisationnel actuel de la FEN aucune solution, sinon de compromis ne satisfaisant personne, ne peut être trouvée. La seule solution est évidemment celle d'une organisation de type fédération d'industrie, proposée depuis plusieurs années par l'Ecole Emancipée. Sinon c'est un risque d'éclatement pour une organisation qui est plutôt un cartel de syndicats aux liaisons lâches et aux positions difficilement harmonisables. Si le Plan Langevin-Wallon fait l'unanimité celle-ci reste de façade. La politique réformiste vise en effet à vider ce plan de ce qui peut en faire, d'une certaine manière, un objectif transitoire : son caractère global cohérent. A partir du moment où il est reconnu comme seul projet valable et en même temps comme inassimilable dans les structures actuelles, la logique exigerait la lutte pour son application, quitte à aller jusqu'au bout de tout ce que cette lutte, pour être victorieuse, peut impliquer ; au lieu de cela on préfère, bien sûr, chercher à en réaliser de petits morceaux, à l'appliquer progressivement, par étapes, c'est-à-dire à finalement se contenter d'amender le plan Fouchet, acceptant ainsi de se battre

dans le cadre voulu par le pouvoir. D'où la renaissance des polémiques autour du latin ou de la formation des maîtres auquel seul le plan Langevin-Wallon, considéré comme un tout indissociable, peut apporter une réponse véritable. La tendance Ecole émancipée qui travaille, elle, sans distinctions corporatistes, présente, seule, une orientation pédagogique cohérente de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur, avec, par ailleurs, le mérite de poser, de manière marxiste, les problèmes de la fonction assignée à l'enseignant et à l'institution enseignante par la bourgeoisie (que ce soit sous Jules Ferry ou Fouchet). Ses origines anarcho-syndicaliste et syndicaliste-révolutionnaire la marquent cependant profondément malgré la présence en son sein d'un grand nombre de jeunes militants pour qui cette tradition — même s'ils la reprennent — n'est plus ressentie comme correspondant à leur propre expérience et, de manière plus générale, à la situation d'aujourd'hui. Cela est sensible dans l'aspect très souvent purement défensif des revendications : dénonciations, refus de participer, ripostes ; dans une analyse qui oublie souvent que, comme le disait Trotsky, la réalité, comme un bâton, a toujours deux bouts :

— dénonciation sans nuances de la CFDT, base et bureaucratie dirigeante contondus, avec, sous-jacente, l'impulsion qu'un athée bourgeois est préférable à un travailleur chrétien (le syndicaliste Hébert, si longtemps soutenu par l'Ecole émancipée a montré où conduit cette logique).

— lutte pour un front unique singulièrement étriqué où n'apparaît ni la confédération ci-dessus mentionnée (malgré tout 2^e centrale ouvrière), ni les partis ouvriers (par combinaison de la Charte d'Amiens et de l'antistalinisme),

— retrait des organismes de « collaboration de classe » (où on trouve pêle-mêle comités d'expansion, comités d'entreprises, conseil du Plan, Conseil Economique, Commissions de la carte scolaire) comme axe essentiel de leur bataille. Elle a conduit les deux représentants de la tendance au SNI à démissionner du B.N. Cette question est-elle moins urgente au S.N.E.S. où les représentants de la tendance sont restés ? En théorie cette bataille paraît juste.

S'il est faux de suggérer par une telle revendication que le problème ne se pose que sous le gaullisme, il est juste de dire que les tendances à une intégration plus poussée qu'auparavant y sont plus nettes. En pratique, cependant, la question de l'opposition à cette neutralisation nous semble mal posée. La poser comme Ecole émancipée, c'est supposer les dirigeants réformistes animés d'une conscience révolutionnaire qui leur est, par définition, étrangère. Il serait peut-être plus juste de mener la bataille sur des thé-

mes plus aisément compris d'une base combative qui ne voit pas toujours les problèmes, dans l'immédiat au moins, au niveau politique relativement élevé où l'Ecole émancipée les pose. Il serait d'abord nécessaire de distinguer entre les organismes, ceux installés par le pouvoir de ceux imposés par une lutte des travailleurs à celui-ci. Il faudrait surtout pousser à la lutte, refuser que l'action se caricature en palabres stériles où les délégués des syndiqués risquent d'apparaître comme des figurants complaisants, et pour cela pousser sans cesse à la coordination et à la généralisation, à l'unité d'action sur un programme syndical.

Avec un syndicalisme dynamique, dans lequel la base contrôle étroitement ses délégués, le problème de la participation perd de son acuité. Le refus de la collaboration de classes s'exprimera non pas négativement mais positivement, dans l'action de classe autonome, et celle-ci, seule, videra de leur contenu les organismes qui tentent de neutraliser les syndicats. Il ne faut pas mettre la charrue avant les bœufs. Ce n'est qu'en essayant de faire triompher un programme de lutte que les dits organismes cesseront d'avoir une raison d'être et non l'inverse. Si les dirigeants étaient assez conscients pour accepter le retrait, ils auraient déjà pris l'offensive.

Pour en revenir aux Présidentielles, les ex-cégétistes firent de la surenchère en faveur de Mitterrand. Une position de soutien réservé fut finalement prise, les réformistes ne voulant pas, pour des raisons traditionnelles (pas toujours respectées en pareil cas) de distinction des domaines, donner des consignes de vote. La réserve n'est donc pas sur le contenu mais sur la forme, encore qu'un certain nombre d'interventions majoritaires aient insisté sur les limites de la candidature Mitterrand, exigeant des garanties quant à la liberté ultérieure du syndicat, refusant de voir son potentiel militant tout entier subordonné à une lutte purement électorale. On suivra avec intérêt les concessions de Mitterrand à Lecanuet (concessions sur le pluralisme scolaire, point particulièrement chatouilleux pour les enseignants qui ont déjà contribué, même lorsqu'ils étaient à la S.F.I.O., à l'échec de la tentative Defferre). L'Ecole émancipée a refusé le choix truqué offert par le pouvoir et a violemment dénoncé la candidature unique de la gauche, candidature mystifiante, risquant de démobiliser à moyen terme les travailleurs. Elle ne défendait pas une consigne particulière de vote, dans la mesure où, d'après elle, la non-présentation d'une candidature ouvrière, en l'absence de luttes dans le pays, vu la politique traître des organisations, empêchait toute action électorale ayant un sens de classe.

J.-M. FREYSSAT.